

Monsieur le Président,

Nous sommes profondément choqués de ce qui se passe depuis plusieurs semaines à Notre Dame des Landes en Loire-Atlantique. Depuis le lancement de l'opération César le 15 octobre dernier, les forces de l'ordre s'emploient en effet à vider la zone des habitants dits « illégaux » et les porteurs de projet essaient de faire croire que le nouvel aéroport est déjà en travaux ! La coordination des opposant-e-s au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (45 associations, partis politiques, syndicats et collectifs) est absolument révoltée et scandalisée par ce qui se passe et nous nous associons à ses protestations.

L'expulsion des habitant-te-s de la Zone d'Aménagement Différée constitue un passage en force inadmissible. Rien ne peut justifier cette urgence alors qu'il n'y a pas de travaux prévus sur ces lieux avant des mois. Rien ne peut justifier la destruction - à deux semaines de la trêve hivernale - de maisons habitables et habitées, de lieux de vie et de jardins collectifs réalisés depuis plusieurs années. Rien ne peut justifier la répression policière disproportionnée (1 000 gardes mobiles, des hélicoptères...) pour un projet inutile, destructeur et coûteux en argent public.

Au printemps dernier, vous aviez affirmé que rien ne se ferait avant la fin des recours juridiques. Malgré ce que disent certains responsables politiques socialistes, il existe bel et bien encore des recours juridiques en cours et il est probable que d'autres seront lancés dans les semaines qui viennent notamment parce que ce projet, situé sur une vaste zone humide et bocagère, bafoue manifestement la loi sur l'eau.

Au moment où votre gouvernement prône à la fois la nécessité de faire des économies substantielles et sa volonté de s'engager dans l'excellence environnementale, il serait tout simplement incompréhensible que vous validiez la destruction de terres agricoles et l'engagement financier de l'État et des collectivités locales au profit du groupe Vinci.

Monsieur le Président, pour toutes ces raisons, nous vous demandons de faire cesser de toute urgence les expulsions en cours, d'accepter que ce projet de nouvel aéroport soit remis à plat et qu'enfin les arguments de fond des opposants soient entendus.

Dans cet espoir, veuillez recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos salutations républicaines et militantes